

# Macron, la fuite en avant

## Il maintient la hausse des taxes sur les carburants

**D**epuis plus d'une semaine, un ras-le-bol, une colère énorme s'exprime dont l'élément déclencheur a été le prix des carburants. Face au blocage politique, à l'inertie des uns et des autres. Macron, son gouvernement, sa politique, sont directement visés. Partout, sur tous les blocages, un mot d'ordre revient : « Macron démission ! » Les milliers qui, samedi 24 novembre, sont « montés à Paris », de même, ont voulu défiler sur les Champs-Élysées pour approcher au plus près le lieu du pouvoir.

### Une secousse venue d'en bas

Une secousse extrêmement profonde, venue « d'en bas », ébranle le gouvernement, le pouvoir du chef de l'État. Au plus haut sommet de l'État justement, dans les rangs du gouvernement, comme chez tous leurs soutiens directs et indirects, c'est l'affolement. Avant, pendant les manifestations, les blocages du 24 novembre, Castaner a multiplié les démonstrations de force.

### Panique à bord...

Effrayés par l'incendie qui couve et par les conséquences de la fuite en avant du pouvoir, plusieurs dirigeants politiques, ces derniers jours, sont montés au créneau. Bayrou a exhorté le gouvernement à prendre des mesures d'apaisement : « *Si on n'apporte pas de réponse, il y aura une explosion.* » Tous les présidents de région, sauf Xavier Bertrand, viennent de signer une tribune exigeant un moratoire sur la hausse des carburants. Le Sénat a voté le gel des taxes sur le carburant...

### Laurent Berger vole au secours de Macron

Dans une interview en début de semaine au *Parisien*, le patron de la CFDT déclarait : « *Lorsque nous serons dans un moment démocratique plus compliqué, il sera trop tard pour se réveiller.* » Face à la crise politique, Macron a finalement décidé des concertations, pendant une période de trois

mois, avec les collectivités, avec les organisations syndicales, les associations, des « représentants » des « gilets jaunes »...

### La crise s'accélère

D'un côté, la recherche en pleine crise des moyens pour préserver Macron. De l'autre, une colère énorme qui a pour origine sa politique de destruction au compte du capital financier. L'éditorialiste du quotidien patronal les *Échos* s'alarme : « *Dix-huit mois après une élection présidentielle au dédagisme sans précédent, la crise démocratique qui secoue le pays vit avec les "gilets jaunes" un deuxième acte autrement plus inquiétant.* » Elle résume l'inquiétude des sommets et du patronat face à ce qui monte : la colère accumulée qui exprime aujourd'hui un sentiment très profond : « Ça suffit ! » La crise s'accélère.

### Une nouvelle situation est ouverte

Une nouvelle situation dans laquelle, le 10 novembre dernier, deux mille cinq cents militants ouvriers, élus, syndicalistes d'appartenances diverses se sont rassemblés à l'appel du CNRR. Un « réseau », une « force », reliant des militants ouvriers, des syndicalistes, des militants politiques. La multiplication des réunions, petites ou grandes, « *dans les localités, les quartiers, pour aider à rassembler toutes les forces qui résistent (...), réunir des milliers et des milliers* » est une tâche urgente. ■

Chaque semaine, lisez  
*Informations  
ouvrières*  
**ABONNEZ-VOUS !**